

## Les conséquences du plan se profilent à Lardy :

# Débrayage ce matin, jeudi 8 octobre, à 10h devant le CTL pour s'informer et construire la riposte

Menaces de fermeture d'usines en France, suppression de 15000 emplois dans le monde (dont 4600 en France), réduction drastique des coûts dans l'ingénierie : le plan de 2 milliards d'euros d'économies chez Renault s'annonçait violent mi-mai 2020. Depuis, cela a été 4 mois de « silence radio » de la part de la direction.

Suite à 2 réunions avec les Directeurs de la DEA-T et de la DEA-M, à l'expertise du CCSE du cabinet SECAFI et à des réunions sur les « Observatoires des Métiers », nous commençons à en savoir un peu plus sur les conséquences du plan de restructuration sur Lardy. Elles s'annoncent brutales pour le site de Lardy sur les deux années à venir :

- **200 suppressions de postes Renault** (DA, départs négociés)
- **Probablement 600 sous-traitants en moins** (200 en moins rien qu'en 2020) par des suppressions de postes et des délocalisations d'activités à l'étranger
- **200 à 300 salariés Renault qui vont être « reconvertis » de force.** La direction a même prévu des mobilités « dirigées » vers les usines ! (Voir au verso de ce tract pour des exemples issus de la présentation direction « Observatoire des Métiers » au niveau central)
- **45% de bancs moteurs fermés** depuis 2018, **30% d'effectif en moins** à la DEA-T d'ici 2021 et **des investissements réduits de moitié** pour le site !

Pour s'informer suite aux différentes réunions avec la direction et pour construire la riposte, nous invitons les salariés du site, Renault et sous-traitants, à débrayer :

**RDV ce matin, jeudi 8 octobre 2020, à 10h  
Devant le CTL (1h de débrayage)**

Si vous travaillez depuis chez vous ce jour-là, participez par TEAMS en cliquant sur le lien : [Rejoindre la réunion Microsoft Teams](#)

### Les exigences financières des grands actionnaires nous conduisent à la catastrophe sociale et environnementale

D'après la direction, ce plan d'économies doit assurer le « développement du groupe sur le long terme ». Mais alors, comment expliquer qu'elle s'apprête à détruire une partie importante de ses capacités d'innovation et de développement, notamment sur des sujets aussi importants que les motorisations et la dépollution ?

La réalité, c'est que ce plan répond plus à des objectifs financiers qu'à une véritable démarche industrielle. 2 milliards d'euros, c'est ce qu'il manque pour atteindre l'objectif de 7.5% de marge opérationnelle que l'ancienne équipe dirigeante de Renault avait fixé pour 2022. Et, pour L. De Meo, il faudrait aller encore plus loin que le plan d'économies déjà annoncé.

La situation actuelle de Renault, nous n'en sommes pas responsables.

- Du travail, il y en a pour répondre aux défis écologiques actuels et aux questions que la mobilité pose à l'ensemble de la population.
- Du travail, il y en a pour des milliers de salariés qui pourraient, s'ils avaient les moyens, travailler efficacement sur les motorisations, les véhicules et la dépollution (des moteurs et des batteries) du futur.

Nous n'accepterons pas de payer pour leur crise, ni de voir nos collègues sous-traitants basculer dans la précarité pour satisfaire les exigences financières de quelques-uns.

### 3 – LES RESULTATS DE L'ANALYSE



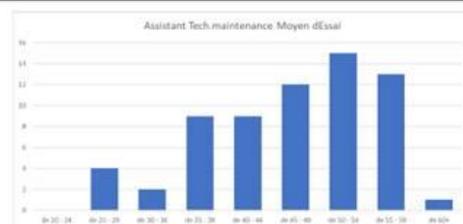
Directions	Exemples de fonctions
DEA-T	Assistants techniques Maintenance
DEA-T	Préparateurs Essais
DEA-M	Analyste Essais (moteurs thermiques)
DEA-P	Chargé d'affaires
DEA-S	Concepteur & Leader Ingénierie (Mulet, batterie Plomb)

- Départs naturels
- Plan de Départ Volontaire

- Parcours hors Ingénierie

- Formations à organiser pour évoluer vers d'autres technologies

### 3 – ZOOM SUR LES ASSISTANTS TECHNIQUES MAINTENANCE MOYENS D'ESSAIS

Caractéristiques de la population	Effectif : 63 fin 2019 Pyramide des âges	
Contexte	Compétences existantes sur le marché Forte décroissance des besoins au sein de l'ingénierie : métier externalisé. Développement du Digital	
Objectif	~ 30 fin 2022	
Plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Départs naturels</li> <li>• Plan de départ</li> <li>• Mobilités à organiser vers le Manufacturing où la maintenance reste un métier clé</li> <li>• Formations vers de nouvelles technologies</li> </ul>	

## Nombre de cas Covid sur le site : un manque de transparence inadmissible de la part de la direction !

Malgré nos demandes répétées la direction de l'Etablissement se refuse toujours à fournir les chiffres hebdomadaires du nombre de salariés du site suspectés de Covid ou confirmés positifs. Nous ne sommes pas les seuls à demander ces chiffres puisque l'inspection du travail a appuyé notre demande.

Pourtant, tout en respectant le secret médical, ces chiffres permettraient d'évaluer si les mesures sanitaires prises par la direction sont adéquates pour assurer la santé des salariés de Lardy.

Les arguments avancés par la direction pour justifier ce refus (retard dans les remontées, données parcellaires puisque certains salariés touchés ne se déclareraient pas auprès de la médecine du travail) ne nous convainquent pas. D'autant plus que ces chiffres sont fournis aux représentants du personnel dans une usine comme celle de Cléon. Il ne nous semblait pourtant pas que la Seine-Maritime était plus touchée par le virus que l'Île-de-France !

Comme au niveau de l'Etat, le manque de transparence n'est en rien une solution face à la situation sanitaire que l'on connaît. Nous réitérons donc notre demande concernant la mise à disposition hebdomadaire de ces indicateurs.